

*Les crédits*

de l'Ontario a émis des avertissements sérieux; elle devra mettre à pied jusqu'à 13 000 employés d'hôpitaux et supprimer 3 600 lits.» Qu'est-ce que vous en pensez? Voilà une des mesures du gouvernement NPD.

Voici un autre extrait d'article: «Les hôpitaux devront fermer et mettre du personnel à pied. Le Nouveau Parti démocratique n'a pas réussi à maintenir le système d'assurance-maladie.»

Un autre article intitulé «2 000 emplois en péril dans les hôpitaux ontariens» décrit le comportement du Nouveau Parti démocratique en Ontario: «L'augmentation de 1 p. 100 du financement des hôpitaux de l'Ontario pour cette année pourrait amener la disparition de 2 000 emplois dans le milieu hospitalier de la province, a déclaré le ministre des Finances.»

J'ai lu encore un autre article qui décrit la situation de deux schizophrènes, l'un qui peut se procurer les médicaments dont il a besoin pour pouvoir fonctionner malgré sa maladie et l'autre qui ne le peut pas. Pourquoi? Parce que le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario ne fournit pas ce genre d'aide.

J'ai cité ces articles de journaux en particulier car, à mon avis, il faut reconnaître que tous les gouvernements font face à des difficultés. Il est donc inopportun, cruel et carrément opportuniste de blâmer certains individus afin de tirer quelque capital politique de cette situation qui est d'une importance primordiale pour les Canadiens. Comme je l'ai déjà dit, cette façon de faire banalise la question et en fait quelque chose de mesquin. . .

[Français]

Franchement, c'est une action qui est dégoûtante et les Canadiens et les Canadiennes la reconnaîtront ainsi.

[Traduction]

Quelle devrait être notre attitude à l'égard de cette question? À ce sujet, le 19 mars 1991, il y a à peu près un an, lors d'une journée de l'opposition attribuée à notre parti, le député de Winnipeg-Nord avait fait remarquer que, la veille, il avait écouté tout ébahi un néo-démocrate peindre son parti comme le champion du régime d'assurance-maladie, oubliant dans sa rhétorique pharisienne de mentionner que tous les premiers ministres de toutes les tendances politiques avaient convenu avec le premier ministre de débattre de la question des droits d'utilisation lors de la réunion qu'ils avaient tenue la veille au soir. Ce n'est donc pas la première fois qu'ils essaient de nous faire le coup.

Pourquoi? Manifestement, parce qu'à la vue des sondages, ils s'inquiètent davantage de la popularité du Parti libéral du Canada que de la question du régime d'assurance-maladie, dans l'intérêt des Canadiens.

Le député de Winnipeg-Nord avait dit ce jour là, et je cite: «Le régime d'assurance-maladie appartient à tous les Canadiens. Il est partagé par tous les députés et tous leurs électeurs. Le régime d'assurance-maladie n'a pas plus d'importance à Winnipeg-Nord qu'à Kelowna, en Colombie-Britannique, ou à Port-aux-Basques, à Terre-Neuve. L'assurance-maladie est indéniablement un droit pour tous les citoyens canadiens. Le régime appartient à mes fils et à leurs enfants qui suivront. Il appartient aux enfants du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, ainsi qu'à ses collègues et à leurs enfants. C'est peut-être la chose la plus précieuse que tous les Canadiens aient à transmettre à la génération future.

Et de poursuivre: «L'assurance-maladie n'est pas une question de parti et ne devrait pas l'être. Voilà quelle devrait être notre attitude. C'est, à mon avis, le genre d'orientation que nous devons prendre pour nous attaquer à cette question d'une importance vitale pour tous les Canadiens.

C'est faire preuve de la pire mesquinerie politique que de se servir d'une question comme l'assurance-maladie et de s'attaquer à certains premiers ministres provinciaux à cause de leur allégeance politique, alors que leurs collègues appartenant à d'autres partis politiques ont fait la même chose ou pire. Je m'attendais à beaucoup mieux de la part du NPD. Je suis désolé que nous ayons dû nous abaisser à ce niveau-là.

Tout d'abord, j'aurais voulu la vérité. Pourquoi le système connaît-il actuellement des difficultés? Manifestement, on a réduit le financement des soins de santé. Entre 1986 et 1995, 20 milliards de dollars de moins auront été transférés aux provinces. C'est évidemment une grosse somme d'argent et il est difficile de s'adapter à ce genre de changements. Qu'il n'y ait aucun doute à ce sujet, c'est un problème important.

Il y a eu la récession d'origine canadienne qui a causé de grandes difficultés en ce qui concerne la santé, l'enseignement et d'autres programmes sociaux. Il y a des gens qui veulent des soins meilleurs et plus nombreux. C'est un changement d'attitude qui a pris une certaine importance.

J'aurais espéré que le NPD mentionne un des problèmes—et j'en suis ravi et j'espère être l'un de ceux qui en profiteront—, à savoir que les Canadiens vivent